

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Notes	2017	2016	2017	2016
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires		2 792	2 744	8 389	8 306
Charges d'exploitation	5	(1 996)	(1 964)	(5 997)	(6 064)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(73)	(78)	(222)	(239)
Dotation aux amortissements des logiciels		(171)	(177)	(519)	(518)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(115)	(128)	(354)	(388)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	6	30	(12)	13	(1)
Résultat d'exploitation		467	385	1 310	1 096
Charges financières, montant net :					
Charge d'intérêts, montant net	7	(84)	(108)	(272)	(304)
Autres charges financières	7	(58)	(3)	(176)	(28)
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		325	274	862	764
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		2	2	(3)	2
Produit (charge) d'impôt	8	22	(8)	8	16
Résultat tiré des activités poursuivies		349	268	867	782
Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt	9	(1)	18	1	126
Résultat net		348	286	868	908
Résultat attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires		330	273	819	872
Participations ne donnant pas le contrôle		18	13	49	36
Résultat par action	10				
Résultat de base par action :					
Tiré des activités poursuivies		0,46 \$	0,34 \$	1,13 \$	0,99 \$
Tiré des activités abandonnées		—	0,03	—	0,17
Résultat de base par action		0,46 \$	0,37 \$	1,13 \$	1,16 \$
Résultat dilué par action					
Tiré des activités poursuivies		0,46 \$	0,34 \$	1,13 \$	0,99 \$
Tiré des activités abandonnées		—	0,02	—	0,16
Résultat dilué par action		0,46 \$	0,36 \$	1,13 \$	1,15 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	Notes	2017	2016	2017	2016
Résultat net		348	286	868	908
Autres éléments du résultat global :					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	(53)	16	(97)	(74)
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		42	(3)	73	55
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		221	(63)	605	(162)
		210	(50)	581	(181)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		64	(42)	84	(266)
(Charge) produit d'impôt lié à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(11)	6	(22)	76
		53	(36)	62	(190)
Autres éléments du résultat global		263	(86)	643	(371)
Résultat global		611	200	1 511	537
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		594	167	1 461	397
Activités abandonnées		(1)	20	1	104
Participations ne donnant pas le contrôle		18	13	49	36
Résultat global		611	200	1 511	537

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Notes	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	898	2 368
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 530	1 392
Autres actifs financiers	11	106	188
Charges payées d'avance et autres actifs courants		724	686
Actifs courants		3 258	4 634
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net		903	961
Logiciels, montant net		1 411	1 394
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		5 429	5 655
Goodwill		15 019	14 485
Autres actifs financiers	11	93	135
Autres actifs non courants	12	596	537
Actifs d'impôt différé		56	51
Total de l'actif		26 765	27 852
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	11	1 723	1 111
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	13	2 219	2 448
Produits différés		935	901
Autres passifs financiers	11	315	102
Passifs courants		5 192	4 562
Dette à long terme	11	5 383	6 278
Provisions et autres passifs non courants	14	1 680	2 258
Autres passifs financiers	11	285	340
Passifs d'impôt différé		987	1 158
Total du passif		13 527	14 596
Capitaux propres			
Capital-actions	15	9 536	9 589
Résultats non distribués		6 920	7 477
Cumul des autres éléments du résultat global		(3 712)	(4 293)
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		12 744	12 773
Participations ne donnant pas le contrôle		494	483
Total des capitaux propres		13 238	13 256
Total du passif et des capitaux propres		26 765	27 852

Éventualités (note 18)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	Notes	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Résultat tiré des activités poursuivies		349	268	867	782
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		73	78	222	239
Dotation aux amortissements des logiciels		171	177	519	518
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		115	128	354	388
Profits nets à la cession d'entreprises et de placements		(35)	(2)	(35)	(4)
Impôt différé		(121)	(46)	(194)	(130)
Autres	16	164	129	601	354
Cotisation aux régimes de retraite		—	—	(500)	—
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	16	97	37	(506)	(344)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		813	769	1 328	1 803
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		(5)	(11)	(54)	183
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		808	758	1 274	1 986
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	17	(1)	—	(184)	(111)
Produit des cessions d'entreprises et de placements		40	3	50	4
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions		(256)	(213)	(710)	(658)
Autres activités d'investissement		(1)	3	14	23
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		(218)	(207)	(830)	(742)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		—	(13)	17	(38)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(218)	(220)	(813)	(780)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Produit tiré de la dette	11	—	—	—	498
Remboursement sur la dette	11	(550)	—	(1 100)	(503)
Emprunts aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	11	555	398	705	702
Rachats d'actions ordinaires	15	(230)	(542)	(808)	(1 232)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)	(2)	(2)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	15	(237)	(243)	(720)	(740)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(19)	(15)	(50)	(44)
Autres activités de financement		14	9	30	22
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(468)	(394)	(1 945)	(1 299)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires		122	144	(1 484)	(93)
Écarts de conversion		4	(2)	9	(3)
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période		766	684	2 367	922
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période		892	826	892	826
La trésorerie et les découverts bancaires à la fin de la période sont composés des éléments suivants :					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		898	831	898	831
Découverts bancaires		(6)	(5)	(6)	(5)
		892	826	892	826
Se reporter à la note 16 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés		(53)	(75)	(218)	(240)
Impôt sur le résultat payé	16	(43)	(60)	(99)	(158)

Les intérêts payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et sont présentés après effets de couverture de la dette connexe.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non compta- bilisé sur les couvertures de flux de trésorerie	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux proprié- taires de la société	Partici- pations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	9 393	196	9 589	7 477	32	(4 325)	(4 293)	12 773	483	13 256
Incidence des modifications d'IFRS 2 (note 1)	-	152	152	-	-	-	-	152	-	152
Solde après les modifications d'IFRS 2	9 393	348	9 741	7 477	32	(4 325)	(4 293)	12 925	483	13 408
Résultat net	-	-	-	819	-	-	-	819	49	868
Autres éléments du résultat global	-	-	-	62	(24)	605	581	643	-	643
Résultat global	-	-	-	881	(24)	605	581	1 462	49	1 511
Variation de la participation dans une filiale	-	-	-	18	-	-	-	18	12	30
Distributions liées aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	(50)	(50)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(746)	-	-	-	(746)	-	(746)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	26	-	26	-	-	-	-	26	-	26
Rachats d'actions ordinaires	(241)	-	(241)	(575)	-	-	-	(816)	-	(816)
Plan de rachat d'actions prédéfini	(52)	-	(52)	(133)	-	-	-	(185)	-	(185)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	161	(99)	62	-	-	-	-	62	-	62
Solde au 30 septembre 2017	9 287	249	9 536	6 920	8	(3 720)	(3 712)	12 744	494	13 238

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les couvertures de flux de trésorerie	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux proprié- taires de la société	Partici- pations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2015	9 686	166	9 852	6 458	36	(3 733)	(3 697)	12 613	487	13 100
Résultat net	-	-	-	872	-	-	-	872	36	908
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(190)	(19)	(162)	(181)	(371)	-	(371)
Résultat global	-	-	-	682	(19)	(162)	(181)	501	36	537
Variation de la participation dans une filiale	-	-	-	15	-	-	-	15	3	18
Distributions liées aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	(44)	(44)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(766)	-	-	-	(766)	-	(766)
Actions émises aux termes du RRD	26	-	26	-	-	-	-	26	-	26
Rachats d'actions ordinaires	(339)	-	(339)	(729)	-	-	-	(1 068)	-	(1 068)
Plan de rachat d'actions prédéfini	(26)	-	(26)	(59)	-	-	-	(85)	-	(85)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	97	17	114	-	-	-	-	114	-	114
Solde au 30 septembre 2016	9 444	183	9 627	5 599	17	(3 895)	(3 878)	11 348	482	11 830

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada), dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société est une importante source de nouvelles et d'information pour les marchés professionnels qui exerce ses activités dans plus de 100 pays.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception de ce dont il est question ci-après. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées. La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 décrit les domaines particulièrement complexes ou ceux qui exigent un jugement éclairé ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui sont présentés dans le rapport annuel 2016 de la société.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet.

Dans le présent document, « \$ » désigne le dollar américain et « \$ CA », le dollar canadien.

Changements touchant les méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2017, la société a adopté de manière prospective les modifications d'IFRS 2 *Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions*. Les modifications ont précisé la comptabilisation a) des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie; b) des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net pour satisfaire aux obligations relatives à la retenue d'impôt à la source; c) des modifications des modalités qui font en sorte qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres.

- Au moment de l'adoption, le 1^{er} janvier 2017, la société a reclassé dans les capitaux propres certaines obligations relatives aux retenues d'impôt à la source pour des paiements fondés sur des actions de 152 M\$ qui étaient classées dans le passif.
- La société n'évalue plus à la valeur de marché les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net pour satisfaire aux obligations relatives à la retenue d'impôt à la source. L'adoption n'a pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé du résultat net et n'a pas eu d'incidence sur le tableau consolidé des flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017.

Note 2 : Prises de position récentes en comptabilité

L'IASB et l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») ont publié certaines prises de position qui sont entrées en vigueur pour les périodes de présentation de l'information financière ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017. Bon nombre de ces mises à jour ne touchent pas la société et ont été exclues de ce qui suit.

IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	IFRS 15 est le résultat d'un projet conjoint entre l'IASB et le Financial Accounting Standards Board, le conseil des normes comptables aux États-Unis, visant la création d'une norme unique sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange des biens ou des services promis aux clients. La nouvelle norme s'éloigne du modèle de comptabilisation axé sur les produits générés en optant pour une méthode fondée sur le transfert au client du contrôle des biens ou services. En outre, la nouvelle norme impose une obligation d'information sur la nature, le montant, le calendrier et le caractère incertain des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie liés aux contrats conclus avec des clients. La société prévoit que la norme n'aura pas d'incidence significative sur son résultat net, ses flux de trésorerie ou sa situation financière consolidés. La société tire l'essentiel de ses produits des activités ordinaires de la vente de contenu et de services électroniques, sous forme d'abonnements, et elle continuera de comptabiliser ces produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée de l'abonnement, conformément à IFRS 15. La société apportera les changements suivants par suite de l'adoption d'IFRS 15, mais ceux-ci ne devraient pas avoir d'incidence significative sur ses états financiers consolidés. • Les produits des activités ordinaires tirés de certains droits d'utilisation de propriété intellectuelle seront comptabilisés au moment où le contrôle est transféré au client plutôt que sur la durée des droits d'utilisation. • Certains paiements éventuels seront comptabilisés en tant que réduction des produits des activités ordinaires plutôt qu'en tant que charges. • La direction s'attend à différer une charge de commissions du personnel de ventes supplémentaire d'environ 150 M\$ et à amortir une proportion importante de ces reports sur trois ans. La société adoptera la norme selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Ainsi, l'effet cumulatif de l'application sera comptabilisé en tant qu'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués. Les montants des périodes antérieures ne seront pas ajustés. La société fournira les informations supplémentaires requises selon la nouvelle norme à compter du premier trimestre de 2018. La direction ne s'attend pas à devoir apporter des changements importants à ses contrôles et procédés opérationnels afin de faciliter la comptabilisation et la présentation de l'information conformément à la nouvelle norme. L'appréciation de la société pourrait encore changer puisqu'elle continuera d'évaluer la norme jusqu'à la date d'adoption.
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	IFRS 9 remplace IAS 39 <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>. La nouvelle norme traite du classement et de l'évaluation, ainsi que de la dépréciation et de la comptabilité de couverture, en plus d'accroître l'information à fournir relativement aux instruments financiers. <i>Classement et évaluation</i> La nouvelle norme exige de classer les actifs financiers en fonction du modèle d'affaires et des caractéristiques des flux de trésorerie, ces actifs étant évalués a) soit au coût amorti; b) soit à la juste valeur par le biais du résultat net; c) soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. En ce qui concerne les passifs financiers, la norme conserve la plupart des exigences prévues par IAS 39; toutefois, lorsque l'option retenue est celle de la juste valeur, la portion de la variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre à l'entité est inscrite dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat net. <i>Dépréciation</i> Selon le modèle prospectif de dépréciation, les pertes de crédit attendues sont comptabilisées dès qu'un actif financier est créé ou acquis, plutôt qu'à la suite d'un événement déclencheur.

Comptabilité de couverture

La nouvelle norme vise une correspondance plus étroite entre la comptabilité de couverture et les activités de gestion des risques de l'entité. Plus précisément, la nouvelle norme a) ne requiert plus l'utilisation d'un seuil quantitatif précis pour déterminer si la relation de couverture est très efficace afin d'être admissible à la comptabilité de couverture; b) élimine les restrictions qui empêchaient certaines stratégies de couverture économiquement rationnelles d'être admissibles à la comptabilité de couverture; c) permet d'inclure les options achetées, les contrats à terme de gré à gré et les instruments financiers non dérivés dans les instruments de couverture, s'il y a lieu.

IFRS 9 devra être appliquée rétrospectivement à chacune des périodes présentées, sous réserve de ses dispositions transitoires. La société ne s'attend pas à ce que l'incidence de l'adoption de cette norme sur son résultat net, ses flux de trésorerie et sa situation financière consolidés soit significative. La société évalue actuellement l'incidence sur l'information qu'elle doit fournir.

IFRIC 22 <i>Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée</i>	IFRIC 22 donne des précisions quant au taux de change à utiliser lors de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'une charge ou d'un produit dans le cas où une entité paie ou reçoit une contrepartie anticipée. La société prévoit qu'IFRIC 22 n'aura pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés.
--	--

Prises de position en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation des contrats de location et élimine la distinction actuelle entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement du point de vue du preneur à bail. La norme exige que le preneur à bail comptabilise les actifs au titre de droits d'utilisation et les passifs aux termes de contrats de location à l'état de la situation financière pour la quasi-totalité des contrats de location d'une durée de plus de 12 mois. La société passe actuellement en revue son portefeuille de contrats de location pour évaluer l'incidence de la norme et examine les modifications à apporter à ses processus et à ses contrôles internes, notamment la mise en place d'un nouveau système de comptabilisation des contrats de location en 2018. La société continue d'évaluer si elle doit employer la méthode d'application rétrospective ou la méthode d'application rétrospective modifiée. Même si elle évalue toujours l'incidence de l'adoption, la société s'attend, sur une base provisoire, à ce qu'IFRS 16 entraîne une augmentation significative de ses actifs et de ses passifs. À titre d'information, le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre des contrats de location simple non résiliables était d'environ 1,5 G\$ au 31 décembre 2016 (voir la note 28 des états financiers consolidés de l'exercice clos à cette date). La société prévoit aussi que le reclassement dans la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et la charge d'intérêts de la charge relative aux contrats de location classée dans les charges d'exploitation aura une incidence significative, mais elle ne s'attend pas à un effet significatif sur le résultat net. Il n'y aura pas d'incidence sur les flux de trésorerie consolidés, mais les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation augmenteront étant donné que les paiements en trésorerie au titre du capital des contrats de location seront reclassés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement.
IFRIC 23 <i>Incertitude relative aux traitements fiscaux</i>	IFRIC 23 instaure des exigences en sus de celles qu'énonce IAS 12 <i>Impôts sur le résultat</i> en précisant comment présenter l'incidence des incertitudes relativement à la comptabilisation des impôts sur le résultat. Il y a incertitude lorsque l'application de la législation fiscale à une transaction en particulier n'est pas claire ou lorsqu'il n'est pas certain que les autorités fiscales accepteront le traitement fiscal choisi par l'entité. La société évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés.

Note 3 : Informations sectorielles

La société comporte trois secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées : Activités financières et risque, Droit et Fiscalité et comptabilité. Les méthodes comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles qu'applique la société. Les résultats de l'entreprise Reuters News sont exclus des secteurs à présenter puisqu'ils ne peuvent être considérés comme une composante d'un des trois secteurs à présenter de la société ni comme un secteur à présenter distinct. Les secteurs à présenter offrent des produits et des services à des marchés cibles, comme il est expliqué ci-dessous.

Activités financières et risque

Le secteur Activités financières et risque est un fournisseur de services de presse, d'informations critiques et d'analyses, qui rend possibles les transactions et établit des liens entre les professionnels des divers milieux de la négociation, du placement, de la finance et des entreprises. Le secteur Activités financières et risque fournit également des solutions en matière de gestion des risques liés à la réglementation et à l'exploitation.

Droit

Le secteur Droit est un fournisseur d'informations clés en ligne et sur papier, d'outils d'aide à la décision et de logiciels et de services à l'intention des professionnels du droit, de l'instruction, des entreprises et des pouvoirs publics du monde entier.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité est un fournisseur d'informations, de logiciels et de services intégrés de conformité en fiscalité et de comptabilité à l'intention des professionnels qui travaillent pour des cabinets comptables, des entreprises, des cabinets juridiques et des pouvoirs publics.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Siège social et autres qui comprend les charges liées aux fonctions générales de l'entreprise et les résultats des activités de Reuters News. La catégorie Siège social et autres et les activités de Reuters News ne peuvent être qualifiées de composantes d'autres secteurs à présenter ni de secteurs distincts à présenter.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires				
Activités financières et risque	1 542	1 516	4 561	4 549
Droit	843	835	2 509	2 503
Fiscalité et comptabilité	341	323	1 108	1 036
Siège social et autres (Reuters News)	73	73	221	227
Éliminations	(7)	(3)	(10)	(9)
Produits des activités ordinaires consolidés	2 792	2 744	8 389	8 306
BAlIA ajusté				
Activités financières et risque	495	460	1 435	1 340
Droit	338	328	965	936
Fiscalité et comptabilité	95	87	339	283
Siège social et autres (Reuters News)	(79)	(61)	(176)	(240)
BAlIA ajusté	849	814	2 563	2 319
Ajustements de juste valeur (note 5)	(53)	(34)	(171)	(77)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(73)	(78)	(222)	(239)
Dotation aux amortissements des logiciels	(171)	(177)	(519)	(518)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(115)	(128)	(354)	(388)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	30	(12)	13	(1)
Résultat d'exploitation consolidé	467	385	1 310	1 096
Charge d'intérêts, montant net	(84)	(108)	(272)	(304)
Autres charges financières	(58)	(3)	(176)	(28)
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2	2	(3)	2
Produit (charge) d'impôt	22	(8)	8	16
Résultat tiré des activités poursuivies	349	268	867	782

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-après et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

En 2017, la direction a modifié la mesure de rentabilité qu'elle utilise pour évaluer la performance de ses secteurs à présenter, passant du résultat d'exploitation sectoriel, qu'elle n'utilise plus, au BAlIA ajusté. Ces mesures de rentabilité sont identiques, sauf que le BAlIA ajusté ne tient pas compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels. La direction fait appel à diverses mesures aux fins d'évaluation interne de la performance de ses secteurs. Le BAlIA ajusté est communiqué publiquement, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité interne la mieux alignée avec l'évaluation de l'état consolidé du résultat net.

BAlIA ajusté

- Le BAlIA ajusté correspond au résultat tiré des activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêt, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les ajustements de juste valeur et les éléments liés au siège social.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Chaque secteur se voit attribuer une partie des coûts de services de soutien centralisés (technologie, rédaction, immobilier et certaines fonctions de traitement de transactions mondiales) selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et qu'elle engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, les résultats de la société d'un trimestre à l'autre peuvent varier en fonction des produits tirés des transactions ainsi que de la publication de certains produits imprimés, qui sont habituellement plus concentrés à la fin de l'exercice. En conséquence, les résultats de certains secteurs de la société peuvent être davantage touchés par le caractère saisonnier des activités que ne le sont les résultats consolidés.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Salaires, commissions et indemnités	969	992	2 933	3 055
Paiements fondés sur des actions	23	29	68	80
Avantages postérieurs à l'emploi	59	63	183	188
Total des frais de personnel	1 051	1 084	3 184	3 323
Biens et services ¹⁾	494	452	1 485	1 461
Données	211	206	619	630
Télécommunications	82	96	260	298
Biens immobiliers	105	92	278	275
Ajustements de juste valeur ²⁾	53	34	171	77
Total des charges d'exploitation	1 996	1 964	5 997	6 064

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Représentent essentiellement les effets de l'évaluation à la valeur de marché sur les instruments dérivés incorporés. En 2016, les ajustements de juste valeur tenaient également compte des effets de l'évaluation à la valeur de marché sur certaines attributions fondées sur des actions. Se reporter à la note 1 pour le détail de l'adoption des modifications d'IFRS 2 en 2017.

Note 6 : Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits (pertes) d'exploitation s'est établi à 30 M\$ et à (12) M\$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2017 et 2016, respectivement, et à 13 M\$ et (1) M\$ pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016. Les périodes de 2017 comprennent un profit découlant de la vente d'une partie d'un placement.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges financières (produits financiers), comme l'indique le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Charge d'intérêts				
Dette	82	88	244	256
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	-	1	4	4
Autres, montant net	(5)	6	5	8
(Profits) pertes sur la juste valeur des instruments financiers				
Couvertures de flux de trésorerie, virement depuis les capitaux propres	(53)	16	(97)	(74)
Pertes (profits) de change sur la dette, montant net	53	(16)	97	74
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	77	95	253	268
Coût financier net – régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	8	14	24	40
Produit d'intérêts	(1)	(1)	(5)	(4)
Charge d'intérêts, montant net	84	108	272	304
	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net	50	(6)	143	(22)
Pertes sur instruments dérivés, montant net	8	9	33	50
Autres charges financières	58	3	176	28

Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Pertes sur instruments dérivés, montant net

Le montant net des pertes sur instruments dérivés se compose surtout de montants se rapportant à des contrats de change.

Note 8 : Imposition

(Le produit) la charge d'impôt s'est établie à (22) M\$ et 8 M\$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2017 et 2016, respectivement, et à (8) M\$ et (16) M\$ pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, la reprise de réserves pour impôts en raison de l'évolution favorable de litiges fiscaux a eu un effet favorable. (Le produit) la charge d'impôt de chaque période tient compte des divers territoires fiscaux où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. Puisque la répartition géographique des résultats avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle de l'exercice complet, le produit ou la charge d'impôt des périodes intermédiaires pourrait ne pas rendre compte de la charge d'impôt de tout l'exercice.

Note 9 : Activités abandonnées

Les activités abandonnées comprennent les résultats de l'ancien secteur Propriété intellectuelle et sciences de la société, qui a été vendu en octobre 2016. Les résultats de 2017 rendent compte des charges résiduelles engagées par la société à la suite de la clôture de la vente du secteur Propriété intellectuelle et sciences, ainsi que de la révision favorable des estimations antérieures visant la vente.

Le tableau suivant résume le résultat tiré des activités abandonnées :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires	-	233	-	704
Charges	(1)	(212)	(6)	(557)
Résultat tiré des activités abandonnées, avant impôt sur le résultat	(1)	21	(6)	147
Produit d'impôt (charge d'impôt) sur le résultat lié aux activités abandonnées ¹⁾	1	(3)	2	(21)
Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt sur le résultat	-	18	(4)	126
(Perte) profit à la vente d'activités abandonnées	(1)	-	5	-
Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(1)	18	1	126

1) Tient compte, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, d'un produit d'impôt de 16 M\$ qui rend compte de l'estimation de la société du montant net de l'actif d'impôt différé qu'elle prévoit réaliser en lien avec la vente de son secteur Propriété intellectuelle et sciences.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action tiré des activités poursuivies est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat attribuable aux actionnaires ordinaires	330	273	819	872
Moins : Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(2)	(2)
Résultat utilisé pour le résultat consolidé par action	329	272	817	870
Moins : Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt sur le résultat	1	(18)	(1)	(126)
Résultat utilisé pour le calcul du résultat par action tiré des activités poursuivies	330	254	816	744

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	714 822 823	743 286 632	720 506 572	751 589 786
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	709 946	652 470	698 469	636 699
Nombre pour le résultat de base	715 532 769	743 939 102	721 205 041	752 226 485
Incidence des options sur actions et des UANRT	1 367 356	1 833 109	1 322 556	1 690 114
Nombre pour le résultat dilué	716 900 125	745 772 211	722 527 597	753 916 599

Note 11 : Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant détaille les actifs et les passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

	Trésorerie, créances clients et autres créances d'explo- tation	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Disponibles à la vente	Autres passifs financiers	Total
30 septembre 2017						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	898	-	-	-	-	898
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 530	-	-	-	-	1 530
Autres actifs financiers courants	81	25	-	-	-	106
Autres actifs financiers non courants	58	3	-	32	-	93
Dette courante	-	-	-	-	(1 723)	(1 723)
Dettes fournisseurs (note 13)	-	-	-	-	(252)	(252)
Charges à payer (note 13)	-	-	-	-	(1 404)	(1 404)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	-	(50)	-	-	(265)	(315)
Dette à long terme	-	-	-	-	(5 383)	(5 383)
Autres passifs financiers non courants	-	(31)	(253)	-	(1)	(285)
Total	2 567	(53)	(253)	32	(9 028)	(6 735)

1) Comprennent un engagement de rachat d'un montant maximal de 185 M\$ lié au plan prédéfini établi par la société avec son courtier afin de racheter les actions de la société. Se reporter à la note 15.

	Trésorerie, créances clients et autres créances d'explo- tation	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Disponibles à la vente	Autres passifs financiers	Total
31 décembre 2016						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 368	-	-	-	-	2 368
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 392	-	-	-	-	1 392
Autres actifs financiers courants	67	121	-	-	-	188
Autres actifs financiers non courants	53	47	-	35	-	135
Dette courante	-	-	-	-	(1 111)	(1 111)
Dettes fournisseurs (note 13)	-	-	-	-	(311)	(311)
Charges à payer (note 13)	-	-	-	-	(1 517)	(1 517)
Autres passifs financiers courants	-	(34)	-	-	(68)	(102)
Dette à long terme	-	-	-	-	(6 278)	(6 278)
Autres passifs financiers non courants	-	(12)	(327)	-	(1)	(340)
Total	3 880	122	(327)	35	(9 286)	(5 576)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 119 M\$ et de 112 M\$ au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Activité d'emprunt

Le tableau suivant présente de l'information sur les billets émis et remboursés par la société au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016.

MOIS/EXERCICE	TRANSACTION	MONTANT DU CAPITAL (EN MILLIONS)
	Billets émis	
Mai 2016	Billets à 3,35 %, échéant en 2026	500 \$ US
	Billets remboursés	
Septembre 2017	Billets à 1,65 %, échéant en 2017	550 \$ US
Février 2017	Billets à 1,30 %, échéant en 2017	550 \$ US
Mai 2016	Billets à 0,875 %, échéant en 2016	500 \$ US

Les billets de février 2017 ont été remboursés principalement à même les fonds en caisse, qui comprennent une partie du produit de la vente du secteur Propriété intellectuelle et sciences. Les billets de septembre 2017 ont été remboursés principalement à même les fonds en caisse. La société a affecté le produit net de l'émission de titres de créance de mai 2016 pour rembourser les billets qui arrivaient à échéance durant le même mois.

Aux termes de ses programmes de papier commercial, la société peut émettre des billets jusqu'à un maximum de 2,0 G\$. Au 30 septembre 2017, la dette courante comprenait pour 705 M\$ de papier commercial en circulation comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière.

La société a une convention de facilité de crédit d'un montant de 2,4 G\$ qui vient à échéance en novembre 2021. La facilité de crédit peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins de financement de ses programmes de papier commercial). Aucun montant n'a été emprunté sur la facilité de crédit durant la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés connexes est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette à long terme » et « Dette courante » et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Le tableau suivant résume la dette et les instruments dérivés connexes qui couvrent les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
30 septembre 2017	Dette primaire		Dette primaire	
Banque et autres	16	-	19	-
Papier commercial	705	-	705	-
Billets à 3,369 %, 500 \$ CA, échéant en 2019	399	76	407	76
Billets à 4,35 %, 750 \$ CA, échéant en 2020	598	132	633	132
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	438	45	451	45
Billets à 6,50 %, 1 000 \$, échéant en 2018	999	-	1 036	-
Billets à 4,70 %, 500 \$, échéant en 2019	499	-	524	-
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021	348	-	365	-
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	596	-	641	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024	447	-	468	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	495	-	499	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	353	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	411	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	394	-	444	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	490	-	587	-
Total	7 106	253	7 543	253
Partie courante	1 723	-		
Partie non courante	5 383	253		

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
31 décembre 2016	Dettes primaires		Dettes primaires	
Banque et autres	9	-	13	-
Billets à 3,369 %, 500 \$ CA, échéant en 2019	372	99	386	99
Billets à 4,35 %, 750 \$ CA, échéant en 2020	557	163	601	163
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	408	65	426	65
Billets à 1,30 %, 550 \$, échéant en 2017	549	-	550	-
Billets à 1,65 %, 550 \$, échéant en 2017	549	-	550	-
Billets à 6,50 %, 1 000 \$, échéant en 2018	998	-	1 067	-
Billets à 4,70 %, 500 \$, échéant en 2019	499	-	528	-
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021	348	-	361	-
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	595	-	625	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024	446	-	454	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	494	-	481	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	325	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	378	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	394	-	424	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	489	-	544	-
Total	7 389	327	7 713	327
Partie courante	1 111	-		
Partie non courante	6 278	327		

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Le tableau suivant indique les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

30 septembre 2017				
Actifs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Dérivés incorporés ¹⁾	-	20	-	20
Contrats de change à terme ²⁾	-	8	-	8
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	28	-	28
Placements disponibles à la vente ³⁾	7	25	-	32
Total des actifs	7	53	-	60
Passifs				
Dérivés incorporés ¹⁾	-	(59)	-	(59)
Contrats de change à terme ²⁾	-	(22)	-	(22)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(81)	-	(81)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	(253)	-	(253)
Total des passifs	-	(334)	-	(334)

31 décembre 2016				
Actifs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Dérivés incorporés ¹⁾	-	140	-	140
Contrats de change à terme ²⁾	-	28	-	28
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	168	-	168
Placements disponibles à la vente ³⁾	7	28	-	35
Total de l'actif	7	196	-	203
Passifs				
Dérivés incorporés ¹⁾	-	(24)	-	(24)
Contrats de change à terme ²⁾	-	(20)	-	(20)
Contrepartie éventuelle ⁵⁾	-	-	(2)	(2)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(44)	(2)	(46)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	(327)	-	(327)
Total du passif	-	(371)	(2)	(373)

1) Se rapportent principalement aux contrats conclus par des filiales hors des États-Unis avec leurs clients relativement à l'établissement de prix en dollars américains.

2) Utilisés pour gérer le risque de change lié aux flux de trésorerie compte non tenu de la dette.

3) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

4) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

5) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu au moment de l'acquisition.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations spécifiques à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas fondées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Les prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés.
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises et des contrats de change à terme correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables.
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Note 12 : Autres actifs non courants

	30 septembre	31 décembre
	2017	2016
Excédents nets des régimes à prestations définies	54	18
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	298	288
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	168	163
Autres actifs non courants	76	68
Total des autres actifs non courants	596	537

Note 13 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	30 septembre	31 décembre
	2017	2016
Dettes fournisseurs	252	311
Charges à payer	1 404	1 517
Provisions	150	273
Autres passifs courants	413	347
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	2 219	2 448

Note 14 : Provisions et autres passifs non courants

	30 septembre	31 décembre
	2017	2016
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies ¹⁾	939	1 417
Rémunération et intéressement du personnel différés	157	235
Provisions	118	140
Positions fiscales incertaines	322	298
Autres passifs non courants	144	168
Total des provisions et autres passifs non courants	1 680	2 258

1) En 2017, la société a cotisé un montant de 500 M\$ au régime de retraite collectif de Thomson Reuters.

Note 15 : Capital-actions**Rachats d'actions**

La société peut occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie de gestion du capital. En mai 2017, la société a renouvelé son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre ») pour une période additionnelle de 12 mois. Aux termes de l'offre renouvelée, la société peut racheter jusqu'à 36 millions d'actions ordinaires entre le 30 mai 2017 et le 29 mai 2018 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la Bourse de Toronto, à la Bourse de New York, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la Bourse de Toronto ou la Bourse de New York ou selon les lois applicables, y compris des contrats d'achat privés, si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières concernées au Canada. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la société a racheté au moyen de contrats privés 6,0 millions d'actions ordinaires (4,1 millions d'actions ordinaires en 2016) à un prix inférieur au cours alors en vigueur.

Les rachats d'actions s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	230	542	808	1 232
Nombre d'actions rachetées (en millions)	5,0	13,2	18,5	31,2
Rachats d'actions – prix moyen par action	46,03 \$	41,40 \$	43,60 \$	39,56 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et les possibilités d'investissement pour favoriser la croissance. La société peut choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si la société ne possède pas de renseignements importants la concernant ou concernant ses titres que le public ignorerait, elle peut établir un plan prédéfini avec son courtier en vue de racheter des actions à tout moment, y compris pendant des périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout plan conclu avec le courtier de la société sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. Le 22 août 2017, la société a conclu un tel plan avec son courtier afin de racheter pour 279 M\$ d'actions sur une période de quatre mois se terminant le 22 décembre 2017. La société a inscrit un passif de 185 M\$ au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants au 30 septembre 2017, ainsi qu'un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière, se rapportant aux rachats qui restent à effectuer aux termes de ce plan.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes. Les dividendes déclarés par action et les dividendes versés sur les actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,345 \$	0,34 \$	1,035 \$	1,02 \$
Dividendes déclarés	246	252	746	766
Dividendes réinvestis	(9)	(9)	(26)	(26)
Dividendes versés	237	243	720	740

Note 16 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	61	72	188	222
Ajustements de juste valeur	53	34	171	77
Pertes de change et pertes sur instruments financiers dérivés, montant net	57	7	177	28
Autres	(7)	16	65	27
	164	129	601	354

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Créances clients et autres créances d'exploitation	34	83	(76)	70
Charges payées d'avance et autres actifs courants	20	14	(18)	(46)
Autres actifs financiers	3	(5)	40	26
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	116	49	(324)	(143)
Produits différés	(116)	(100)	(63)	(103)
Autres passifs financiers	(6)	(6)	(51)	(48)
Impôt sur le résultat	81	24	80	(11)
Autres ¹⁾	(35)	(22)	(94)	(89)
	97	37	(506)	(344)

1) Y compris des montants de (13) M\$ ([18] M\$ en 2016) et de (60) M\$ ([69] M\$ en 2016) liés aux régimes d'avantages du personnel pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016, respectivement.

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt sur le résultat payé.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(43)	(31)	(116)	(120)
Activités d'exploitation – activités abandonnées	-	(29)	-	(38)
Activités d'investissement – activités abandonnées	-	-	17	-
Total de l'impôt sur le résultat payé	(43)	(60)	(99)	(158)

Note 17 : Acquisitions

Les acquisitions se composent principalement de l'achat d'entreprises qui sont intégrées aux activités actuelles afin d'élargir la gamme de produits et services offerts aux clients par la société et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux.

Activités d'acquisition

Le nombre d'acquisitions réalisées et les contreparties totales connexes s'établissent comme suit :

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016
Nombre de transactions		
Entreprises acquises	3	4
Participations dans des entreprises	1	2
	4	6

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Contrepartie totale				
Entreprises acquises	1	-	214	110
Moins : trésorerie acquise	-	-	(7)	-
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	1	-	207	110
Participations dans des entreprises	-	-	5	1
	1	-	212	111
Ventilation de la contrepartie :				
Contrepartie en trésorerie	1	-	184	111
Contrepartie autre qu'en trésorerie ¹⁾	-	-	28	-
	1	-	212	111

1) Représente les services futurs que la société fournira au vendeur, inscrits au poste « Produits différés » à l'état consolidé de la situation financière.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines acquisitions réalisées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

Date	Entreprise	Secteur acquéreur	Description
Janvier 2017	REDI	Activités financières et risque	Fournisseur d'un système de gestion de l'exécution des ordres multiactifs à l'intention des professionnels de la finance.

Répartition du prix d'acquisition

Chaque regroupement d'entreprises a été comptabilisé au moyen de la méthode de l'acquisition. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis les dates d'acquisition respectives. La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

Les actifs nets acquis se détaillaient comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017 ¹⁾	2016 ¹⁾	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	7	-
Créances clients	-	(2)	9	9
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	5	3
Actifs courants	-	(2)	21	12
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles	-	-	6	-
Logiciels	(4)	(1)	21	19
Autres immobilisations incorporelles identifiables	(18)	(2)	54	33
Autres actifs financiers	-	1	-	1
Autres actifs non courants	1	-	1	-
Actifs d'impôt différé	5	-	20	-
Total des actifs	(16)	(4)	123	65
Dette courante	-	-	(1)	-
Dettes d'exploitation et charges à payer	-	-	(25)	(4)
Produits différés	(3)	-	(8)	(10)
Passifs courants	(3)	-	(34)	(14)
Impôt différé	(4)	-	(4)	(2)
Total des passifs	(7)	-	(38)	(16)
Actifs nets acquis	(23)	(4)	85	49
Goodwill	24	4	129	61
Total	1	-	214	110

1) Les chiffres des trimestres clos les 30 septembre 2017 et 2016 tiennent compte d'ajustements des évaluations visant les acquisitions dont la clôture a eu lieu au premier semestre de l'exercice.

L'excédent du prix d'acquisition sur le total net des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles identifiables acquises et des passifs repris a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre de l'acquisition. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées en 2017 et en 2016 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Les transactions ont été réalisées par l'acquisition de la totalité des instruments de capitaux propres ou des actifs nets de la société visée.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation des entreprises acquises n'ont pas été significatifs depuis la date d'acquisition par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 18 : Éventualités

Actions et réclamations en justice

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces affaires comprennent notamment les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, des réclamations liées à la diffamation et des réclamations liées à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur la situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

En juin 2016, certaines filiales aux États-Unis ont reçu un avis d'insuffisance (« statutory notice of deficiency ») de l'Internal Revenue Service (« IRS ») pour les années d'imposition 2010 et 2011. Dans l'avis, l'IRS indiquait que le résultat imposable de ces filiales aurait dû être augmenté d'un montant qui aurait donné lieu à un passif d'impôt total supplémentaire pouvant atteindre environ 250 M\$ pour la période, intérêts compris. L'avis de l'IRS portait sur les pratiques d'établissement du prix de cession interne intragroupe de la société. En octobre 2017, la société a réglé cette question, ce qui a donné lieu à un montant d'environ 15 M\$ d'impôt et d'intérêts. Le règlement n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la société.

Note 19 : Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2017, Woodbridge détenait en propriété réelle environ 63 % des actions de la société.

Aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 29 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2016 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.